

**Audience publique du 22 mai 2006**

Recours formé par

les époux ..., ...

contre

une décision du **directeur de l'administration des  
Contributions directes**

en matière d'impôt sur le revenu

---

**JUGEMENT**

Vu la requête, inscrite sous le numéro 20348 du rôle, déposée le 1<sup>er</sup> septembre 2005 au greffe du tribunal administratif par Maître Jean-Pierre WINANDY, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... et de son épouse, Madame ..., demeurant ensemble à L-..., tendant à la réformation d'une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 28 juin 2005 portant rejet de leur réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000 émis le 29 septembre 2001 par le bureau d'imposition Capellen;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 15 décembre 2005;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe du tribunal administratif le 30 décembre 2005 par Maître Jean-Pierre WINANDY pour compte des époux ...;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise;

Où le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Maître Laurélia STEINMETZ, en remplacement de Maître Jean-Pierre WINANDY, et Monsieur le délégué du gouvernement Jean-Marie KLEIN en leurs plaidoiries respectives.

-----

En date du 12 août 1999, Monsieur ..., préqualifié, souscrit auprès de la compagnie d'assurances LA LUXEMBOURGEOISE-VIE un contrat d'assurance-vie LUX-EQUITY stipulant une durée du contrat de 12 ans, le paiement d'une prime annuelle de 60.000 LUF, ventilée en une partie « *prime risque et chargements* » de 7.572 LUF et une partie « *prime d'épargne* » de 52.428 LUF, un capital assuré en cas de décès de l'assuré avant l'expiration du contrat et un capital sous forme d'actions d'une société d'investissement à capital variable (SICAV) de droit luxembourgeois en cas de survie de l'assuré au terme du contrat.

Dans le cadre de la détermination de l'impôt sur le revenu redû par Monsieur ... et son épouse, Madame ..., pour l'année 1999, cette prime annuelle fut reconnue dans son intégralité en tant que prime d'assurance déductible comme dépense spéciale du total des revenus nets.

Suite au dépôt par les époux ... de leur déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2000, le bureau d'imposition Capellen leur adressa le 2 août 2001 un courrier les informant de son intention d'effectuer certains redressements, dont celui que « *l'assurance-vie Lux-Equity n'est pas déductible car les conditions de l'article 111 ne sont pas remplies* ».

Monsieur ... prit position par rapport à cette communication du bureau d'imposition par une lettre du 3 août 2001.

Le bureau d'imposition Capellen émit le 20 septembre 2001 à l'égard des époux ... un bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2000, à travers lequel il reconnut seulement la partie « *prime risque et chargements* » de 7.572 LUF du contrat d'assurance susvisé comme dépense spéciale déductible.

Une réclamation du 3 octobre 2001 à l'encontre de ce bulletin d'impôt fut rejetée comme non fondée par une décision du directeur de l'Administration des Contributions directes prise le 28 juin 2005 (n° C 11185 du rôle) et fondée sur les motifs suivants :

« *Vu la requête introduite le 11 octobre 2001 par le sieur ..., demeurant à L-8368 Hagen, pour réclamer contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2000, émis le 29 septembre 2001 ;*

*Vu le dossier fiscal ;*

*Vu les §§ 228 et 301 de la loi générale des impôts (AO) :*

*Vu la mise en état du 1er octobre 2002 et la réponse y relative du réclamant ;*

*Considérant que la réclamation a été introduite par qui de droit dans les formes et délai de la loi, qu'elle est partant recevable ;*

*Considérant que le réclamant fait grief au bureau d'imposition de lui avoir refusé la déduction comme dépenses spéciales d'une prime versée à titre d'assurance-vie ;*

*Considérant qu'en vertu du § 243 AO, une réclamation régulièrement introduite déclenche d'office un réexamen intégral de la cause, la loi d'impôt étant d'ordre public ;*

*qu'à cet égard le contrôle de la légalité externe de l'acte doit précéder celui du bien-fondé,*

*qu'en l'espèce la forme suivie par le bureau d'imposition ne prête pas à critique ;*

*Considérant que le réclamant a souscrit à une assurance sous la dénomination initiale de Lux-Equity, par la suite Lalux-Invest, dont une particularité consiste en la thésaurisation des primes afin d'acquérir des actions de sociétés d'investissement à capital variable, avec comme prestation le total des actions ainsi acquises au terme du contrat ;*

*Considérant que certains produits offerts par les compagnies d'assurances, comme en l'espèce, constituent pour le souscripteur, bien que vendus sous la désignation d'assurance-vie, un pur produit bancaire, notamment d'épargne spéculative donnant droit au remboursement en titres en fin du contrat ;*

*Considérant qu'il importe de signaler qu'en permettant la déduction de certaines primes d'assurances en tant que dépenses spéciales, le législateur avait l'intention de favoriser les dépenses exposées par le contribuable pour protéger l'avenir des membres de sa famille ;*

*qu'aux fins de la déductibilité de ses primes comme dépenses spéciales, le contrat d'assurance-vie devait par conséquent couvrir un risque, non seulement pour le preneur d'assurance, mais également pour l'assureur à déterminer sur la base d'un calcul actuariel ;*

*que ce risque fait défaut au contrat sous rubrique ;*

*Considérant qu'il en résulte que les primes, payées en vertu d'un contrat d'assurance représentant du point de vue économique un pur placement de capitaux, ne sont pas déductibles en tant que dépenses spéciales suivant la législation en vigueur en l'année litigieuse ;*

*que d'ailleurs la déductibilité des primes versées au titre d'un contrat d'assurance-vie lié à un véhicule d'accumulation d'actifs telle qu'introduite dans l'art. 111 LIR par la loi du 21 décembre 2001, n'a pu sortir ses effets qu'à partir de l'année d'imposition 2002 ;*

*Considérant en fonction des développements qui précèdent que le bureau d'imposition a, d'une part, déduit à raison la fraction de prime d'un montant de 7.572 francs définie comme « prime risque » du contrat, mais a refusé à juste titre la déduction de la fraction de prime libellée « d'épargne » ;*

*Considérant, à titre accessoire, que des renseignements erronés, si tant est, par des prospectus ou employés de banque ne sauraient créer droit ;*

*Considérant que pour le surplus, l'imposition est conforme à la loi et aux faits de la cause et n'est d'ailleurs pas contestée ».*

Par requête déposée le 1<sup>er</sup> septembre 2005, les époux ... ont fait introduire un recours contentieux tendant à la réformation de cette décision directoriale du 28 juin 2005.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « *AO* », et de l'article 8 (3) 3. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes ayant statué sur les mérites d'une réclamation contre un bulletin de l'impôt sur le revenu. Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours sous analyse.

Le délégué du gouvernement soulève le moyen d'irrecevabilité du recours dans le chef de Madame ... au motif qu'aucune réclamation n'aurait été introduite en son nom et que le directeur n'aurait statué que sur une réclamation introduite par Monsieur ....

Il convient de constater à cet égard que le courrier de réclamation du 3 octobre 2001, alors même qu'il comporte l'entête « *Mr & Mme ...* », a été rédigé entièrement au nom de Monsieur ... seul et comporte sa seule signature, de manière qu'il doit être considéré comme ayant été introduit par Monsieur ... seul et non pas également par Madame .... Par ailleurs, la décision directoriale partage la même analyse en retenant que « *la requête [a été] introduite le 11 octobre 2001 par le sieur ..., demeurant à L-8368 Hagen, pour réclamer contre le bulletin de l'impôt sur le revenu des personnes physiques de l'année 2000* ». Par voie de conséquence, le recours encourt l'irrecevabilité dans le chef de Madame ... à défaut par elle d'avoir exercé la voie de recours préalable de la réclamation prescrite par le paragraphe 228 AO. Par contre, le recours est recevable dans le chef de Monsieur ... pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur fait valoir que, conformément à l'article 111 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu, en abrégé « *LIR* », dans sa teneur applicable à l'année d'imposition 2000, toutes les primes qui couvrent les risques y visés et formant l'épargne du contribuable seraient considérées comme dépenses spéciales, la seule limite applicable étant celle relative à la durée minimale de dix ans du contrat d'assurance en cas de prévision d'avantages en cas de vie. Il relève que le directeur reconnaît l'existence d'un risque tant pour l'assuré que pour l'assureur dans le cadre du contrat d'assurance souscrit en acceptant la déduction de la « *prime risque et chargements* » et il soutient que le directeur, en se référant à l'exigence d'un calcul actuariel pour déterminer le risque de l'assureur, ajouterait à l'article 111 LIR une exigence qui n'y aurait été inscrite que par une loi subséquente non encore applicable à l'année d'imposition 2000. Le demandeur conclut que l'article 111 LIR, dans sa teneur applicable à l'année d'imposition 2000, admettrait la déduction de primes de contrats d'assurances prévoyant un élément de capitalisation et que ce serait partant à tort que le directeur a rejeté sa réclamation.

Le délégué du gouvernement rétorque que la lettre de la loi n'interdirait pas à l'autorité compétente de vérifier pour les besoins de la qualification si les montants versés constituent effectivement des primes versées à titre d'assurance. Le représentant étatique estime également qu'une interprétation extensive de la notion de « *primes formant l'épargne du contribuable* » inscrite au paragraphe (2) de l'article 111 LIR comme incluant, au-delà du contexte normal d'un contrat d'assurance-vie, un moyen d'accumuler des actifs reviendrait à anticiper la loi du 21 décembre 2001 portant réforme de certaines dispositions en matière des impôts directs et indirects.

L'article 111 LIR disposait, dans sa teneur applicable à l'année d'imposition 2000, dans ses paragraphes (1) et (2) comme suit :

« (1) *Sont, dans les conditions définies ci-dessous, également déductibles comme dépenses spéciales :*

a) *les primes versées à des compagnies privées agréées au Grand-Duché de Luxembourg ou agréées et ayant leur siège dans un autre des Etats membres de l'Union Européenne à titre d'assurance en cas de vie, de décès, d'accidents, d'invalidité, de maladie ou de responsabilité civile ; ...*

(2) *Sont à prendre en considération les primes et les cotisations couvrant les risques et formant l'épargne du contribuable ainsi que ceux de son conjoint et des enfants qui, en vertu de l'article 123, entrent en ligne de compte pour la détermination de sa cote d'impôt ».*

Les travaux parlementaires relatifs à la loi prévisée du 4 décembre 1967 ne précisent pas autrement si les notions d'assurance en cas de vie ou de décès doivent être interprétées

comme visant limitativement des assurances présentant certaines caractéristiques spécifiques, mais admettent que « *toutes les assurances en cas de vie (rente viagère sur une ou plusieurs têtes, rente viagère différée, capital différé, assurance dotale) ou de décès (vie entière, temporaire, survie) ainsi que les assurances mixtes entrent en ligne de compte* » (projet de loi concernant l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571<sup>4</sup>, commentaire des articles, *ad art.* 126, p. 230). Il faut ainsi conclure que toutes les formules d'assurance-vie proposées sur le marché au moment de l'adoption de la loi prévue du 4 décembre 1967 rentrent dans les prévisions de l'article 111 (1) a) LIR et que les primes payées de ces chefs sont à qualifier de dépenses spéciales, le législateur n'ayant à ce moment pas estimé nécessaire de prévoir des conditions spécifiques quant aux formes d'assurances-vie visées.

En ce qui concerne l'admissibilité de la déduction de primes du chef de nouvelles formes d'assurances-vie, il y a lieu de relever que le Conseil d'Etat a proposé, dans le cadre de son avis sur le projet de loi concernant l'impôt sur le revenu, une modification en ce sens qu'un règlement grand-ducal serait habilité à exclure la déduction de primes d'assurances « *qui n'ont pas pour objet exclusif d'assurer l'avenir des personnes visées au deuxième alinéa ci-dessus ou qui sont détournées de cet objet* » en justifiant cette proposition par la volonté « *de combattre les abus qui ont été constatés en matière de déduction des primes d'assurances en cas de vie ou de décès* » (projet de loi concernant l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571<sup>16</sup>, avis du Conseil d'Etat, *ad art.* 126, p. 74). Cependant, la commission spéciale de la Chambre des Députés a décidé de rejeter cette proposition du Conseil d'Etat sur base des considérations suivantes : « *La haute corporation motive sa position par la nécessité de « combattre les abus qui ont été constatés en matière de déduction de primes d'assurances » et ajoute que « la diversité des opérations qui peuvent se rencontrer demande de procéder par règlement dans le cadre des hypothèses déterminées au texte légal* ».

*La commission spéciale estime ne pas pouvoir se rallier en tous points à la conception du Conseil d'Etat.*

*Selon les dernières statistiques, 155 millions de primes ont été émises en 1964 au titre de l'assurance-vie, non comprises celles versées aux sociétés de secours mutuels. Actuellement la somme totale doit approcher des 200 millions.*

*La question de la déductibilité des primes revêt donc une importance particulière, eu égard non seulement aux sommes versées, mais aussi au nombre des assurés.*

*Une mesure qui intéresse un si grand nombre de contribuables doit être formulée en termes explicites dans la loi. Le législateur ne peut pas se borner à exclure de façon générale tous les contrats qui « n'ont pas pour objet exclusif d'assurer l'avenir ». Il doit spécifier dans quelles conditions matérielles de durée, de risque ou autres, un contrat est réputé assurer suffisamment l'avenir. Ces conditions sont d'ailleurs dès à présent connues de l'administration puisque, même si, au vœu du Conseil d'Etat, elles ne figuraient pas dans la loi, elles devraient être rendues publiques par règlement dès la publication de la loi.*

*Il n'y a donc aucun empêchement d'ordre technique à les inclure dans le projet de loi.*

*L'argument selon lequel la diversité des opérations qui peuvent se rencontrer s'oppose à une formulation légale n'est pas convaincant. Il pourrait s'appliquer à beaucoup d'autres dispositions de la loi, telles que frais de déplacement, revenus extraordinaires, dépenses d'exploitation au sujet desquels le projet fournit pourtant tous les éléments d'appréciation. Pourquoi ne pas le faire à l'égard des contrats d'assurance? Si l'ingéniosité des assureurs devait développer de nouvelles combinaisons d'assurance conformes à la lettre mais non à l'esprit de la loi, il ne serait guère plus difficile de modifier la loi qu'un règlement. Il ne faut d'ailleurs pas oublier que les compagnies sont soumises au contrôle du gouvernement qui pourrait s'étendre également sur cet aspect du problème » (projet de*

loi concernant l'impôt sur le revenu, doc. parl. 571<sup>27</sup>, rapport de la commission spéciale, *ad* art. 126a, p. 56).

Force est de conclure à partir de cette analyse des travaux parlementaires relatifs à l'article 111 LIR qu'à défaut d'exclusions ou de conditions afférentes reprises dans le texte même de cette disposition, les primes versées du chef de toutes les formes d'assurances-vie offertes sur le marché constituent en principe des dépenses spéciales déductibles au titre de l'article 111 (1) a) LIR pour autant qu'ils répondent aux autres exigences formulées à l'article 111 LIR et que le législateur, afin de combattre d'éventuels abus, s'est seulement réservé la faculté de modifier cette disposition afin d'exclure certains produits. S'il est vrai que l'essentiel des produits d'assurance-vie offerts sur le marché au moment de l'adoption de la loi prévue du 4 décembre 1967 reposaient sur un calcul actuariel sur base d'éléments viagers de la personne assurée, l'article 111 (1) a) LIR, tel qu'applicable à l'année d'imposition 2000, ne peut être interprété comme imposant une telle condition au vu de l'ouverture y laissée pour de nouvelles formes d'assurance-vie.

Par contre, il est vrai qu'un contrat d'assurance a nécessairement un caractère aléatoire en ce qu'il prévoit une prestation définie en cas de survenance d'un événement incertain, de manière que l'existence d'un tel aléa doit être considéré comme étant une condition inhérente à la notion d'assurance visée à l'article 111 (1) a) LIR. Dans le cadre des assurances-vie, cet aléa consiste dans l'élément viager et donc dans l'incertitude quant à la durée de vie de la personne assurée, de manière que le risque assuré consiste en principe soit en la survie de la ou d'une des personnes assurées à une date déterminée, soit en son décès avant cette date ou à un moment quelconque, soit les deux en fonction de celui de ces deux risques qui se réalise avant ou après le terme convenu.

En ce qui concerne le contrat d'assurance litigieux, il ressort de ses stipulations qu'il représente une assurance mixte prévoyant une garantie tant en cas de décès du demandeur avant le 1<sup>er</sup> août 2011 qu'en cas de sa survie à cette même date. En effet, la prime annuelle de 60.000 LUF est divisée en une partie « *prime risque et chargements* » de 7.572 LUF et une partie « *prime d'épargne* » de 52.428 LUF, la première servant à couvrir le risque de décès et la seconde étant investie en des actions d'une SICAV du chef de capital prévu en cas de survie. Le contrat stipule qu'en cas de décès du demandeur avant le 1<sup>er</sup> août 2011, la garantie décès consisterait soit en un capital de 720.000 LUF, soit en la valeur des actions de la SICAV acquises jusque lors au moyen de la prime d'épargne si cette valeur était supérieure et qu'en cas de survie du demandeur la garantie vie consisterait en la valeur des actions de la SICAV acquises au moyen de la prime d'épargne.

Or, un tel contrat comporte un aléa tant dans le chef de l'assureur qui prend durant la majorité de la durée du contrat le risque de devoir payer un capital décès supérieur aux primes perçues que dans le chef du demandeur qui, tout en bénéficiant d'un capital décès fixe dès la conclusion du contrat, perdra la valeur économique des primes risque et chargements en cas d'allocation de la valeur des actions de la SICAV au titre de garantie en cas de vie acquises avec les seules primes d'épargne. Par voie de conséquence, un tel contrat d'assurance-vie doit être considéré comme comportant un aléa suffisant au regard de l'article 111 (1) a) LIR, de manière que les primes payées de son chef doivent être qualifiées de dépenses spéciales au sens de cette disposition.

Il en découle que l'intégralité de la prime annuelle versée du chef du contrat d'assurance litigieux est à considérer comme prime versée au titre d'assurance en cas de vie ou de décès au sens de l'article 111 (1) a) LIR et doit bénéficier de la déduction en tant que dépense spéciale conformément à cette disposition.

Par voie de conséquence, le recours est fondé et la décision directoriale entreprise du 28 juin 2005 encourt la réformation.

### **PAR CES MOTIFS**

le tribunal administratif, deuxième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties,  
déclare le recours irrecevable pour autant qu'introduit pour compte de Madame ...,  
reçoit le recours en réformation en la forme pour autant qu'introduit pour compte de Monsieur ...,

au fond, le déclare justifié,

partant, par réformation de la décision directoriale entreprise du 28 juin 2005, dit que la prime annuelle de 60.000 LUF réglée par le demandeur au cours de l'année 2000 du chef du contrat d'assurance-vie prévisé constitue dans son intégralité une dépense spéciale déductible au titre de l'article 111 (1) a) LIR dans le cadre de la détermination de l'impôt sur le revenu redû par le demandeur au titre de l'année d'imposition 2000,

renvoie l'affaire devant le directeur de l'administration des Contributions directes en prosécution de cause,

condamne l'Etat aux frais.

Ainsi jugé par:

M. SCHOCKWEILER, premier vice-président,

M. SCHROEDER, premier juge,

M. SPIELMANN, juge,

et lu à l'audience publique du 22 mai 2006 par le premier vice-président en présence de M. LEGILLE, greffier.

s. LEGILLE

s. SCHOCKWEILER